**Colloque "religions et sacralités en révolution", Paris, 29 novembre 2011, organisé par l'IESR-EPHE, le CARE-EHESS et l'IGEN**

**Résumé par Jean-Pierre CHANTIN, professeur agrégé au lycée Lamartine (Mâcon), chercheur de l'équipe RESEA (université Lyon 3).**

La journée du 29 novembre était plus particulièrement consacrée aux thématiques concernant la Révolution française et ses suites au XIXe siècle. Il s'agissait d'apporter un regard scientifique sur la question, par l'intervention de chercheurs spécialistes, et de réfléchir au traitement de cette question dans les programmes du collège et du lycée.

Les inspecteurs généraux présents, Mme Desbuissons et M.Néant, ont souligné la difficulté du double thème qui introduit la question de la complexité en histoire, une difficulté vis-à-vis d'élèves encore jeunes. La maigre formation des enseignants sur le fait religieux, voire leur méconnaissance du renouvellement des travaux sur la Révolution, les conduit à être mal à l'aise sur ces questions, ou à ne les traiter que sous l'angle d'un malheureux manichéisme: "la révolution contre la religion". Il est aussi difficile de privilégier des études de cas, par exemple à partir de sources locales ou régionales qui éviteraient pourtant une approche trop "parisienne", quand la trame générale n'est pas maitrisée, même si Dominique Borne engage à partir des acquis des classes précédentes. On signalera pour le fait religieux l'utilité du site de l'Institut Européen en Sciences des Religions qui fournit nombre de renseignements pratiques (http://www.iesr.ephe.sorbonne.fr/).

Sans reprendre toutes les interventions, on peut dégager quelques pistes utiles. Il ne faut pas perdre de vue que cette histoire se comprend à la fois sur le temps long et la permanence, en même temps que la rupture et l'évènementiel, comme le montre l'élaboration de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, texte fondateur mais inachevé, mis en perspective par Valentine Zuber. Il ne faut pas couper 1789 d'une histoire que Jean-Clement Martin qualifie de "bain cultuel", et aller au-delà des habituelles Lumières: il s'agit du dernier des mouvements révolutionnaires européens, le seul réussi par ailleurs, qui s'inscrit aussi dans des mouvements de contrôle des Eglises, par exemple par Joseph II dans les Etats autrichiens, et même du désir de certains catholiques d'un renouvellement ou d’une régénération. La rupture vraiment révolutionnaire ne survient qu'à partir de 1792, quand chaque camp se radicalise et que les mémoires, qui courent longtemps ensuite, se forment. Mais il persiste toujours la conscience d’une nécessité de la religion qui unifierait la nation, du culte de l'Etre suprême au régime concordataire de Bonaparte à partir de 1801 et jusqu'en 1905, ce qui entraine un siècle de discussion autour d'une laïcité qui s'établit peu à peu (Philippe Boutry). Une étude de cas, comme celle présentée par Dominique Julia pour la destinée des processions autour des reliques à Corbeil entre 1788 et 1793, doit tenir compte de ces différentes temporalités et de la complexité des rapports entre révolution et religion. Il en est de même pour les mouvements révolutionnaires postérieurs : 1848 et les cas de "Christs révolutionnaires" qui sont repris de thématiques plus anciennes mais réinterprétées (Isabelle Saint-Martin), ou la Commune pour laquelle il convient de modérer la politique anticléricale engagée en faisant la part des circonstances, de l'intervention populaire qui déborde les autorités, ou du rôle de l'opposition versaillaise (Jacques-Olivier Boudon).

Pour résumer, il a été admis qu'il faut se garder de tout manichéisme en s'interrogeant d'abord sur les mots et leur complexité malheureusement occultée par l'amalgame. Qu'est-ce que "la" Révolution, "le" christianisme en ces temps de remise en cause? Mais attention : il ne s’agit pas de rendre compte de toute la complexité des événements et des changements, une tâche qui est dévolue aux chercheurs et que l’enseignant ne peut pas transmettre in extenso. Comme « enseigner c’est choisir », le professeur devra orienter son cours autour d’une question simple, en prenant garde de préserver une part d’approche critique elle aussi formatrice. Une trame claire pour travailler cette complexité serait d'aborder comme problématique générale ce qu'est à cette époque la fabrique du citoyen. En ce sens, l'approche par le biais du religieux, qui n’est proposé au choix qu’en classe de 4e, permet de toucher à la vie de chacun, à la réorganisation de son paysage mental comme des valeurs constitutives de la nation d’où la question de leur mise en pratique par l'Etat au XIXe siècle, mais aussi au-delà.